

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F 90 — 541

27 NOVEMBRE 1989. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant les modalités d'application de certaines dispositions du décret du 3 juillet 1986 relatif aux pensions de survie allouées aux ayants droit des agents définitifs de la Radio-Télévision belge de la Communauté française

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 3 juillet 1986 relatif aux pensions de survie allouées aux ayants droit des agents définitifs de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.), notamment les articles 12 et 17;

Vu le protocole de négociation du 27 avril 1989;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Vu la délibération de l'Exécutif de la Communauté française du 20 novembre 1989;

Sur la proposition du Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Définition de la notion de personne à charge

Article 1er. Pour l'application de l'article 12, alinéa 2, du décret du 3 juillet 1986 relatif aux pensions de survie allouées aux ayants droit des agents définitifs de la Radio-Télévision belge de la Communauté française, sont considérés comme étant à charge du conjoint survivant, à condition qu'ils fassent partie de son ménage et qu'ils n'aient pas bénéficié, pendant les douze mois antérieurs, de revenus imposables supérieurs au minimum de moyens d'existence d'une personne isolée prévu par la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence :

1° ses descendants et ceux de son conjoint décédé;

2° ses ascendants et ceux de son conjoint décédé;

3° ses collatéraux jusqu'au deuxième degré inclusivement et ceux de son conjoint décédé.

Art. 2. Le montant du minimum de moyens d'existence visé à l'article 1er sera au moins égal au montant en vigueur au 1er janvier 1989 multiplié par un coefficient égal à la fluctuation des rémunérations des agents de la R.T.B.F. depuis cette date.

CHAPITRE II. — Mode de justification des droits à la pension de survie

Art. 3. Toute demande de pension de survie indique l'identité complète et l'adresse du demandeur, ainsi que l'identité complète de la personne dont le décès ouvre le droit à la pension et la dernière fonction qu'elle a exercée à la R.T.B.F.

Art. 4. A l'appui de sa demande, le conjoint survivant doit produire les documents suivants :

1° un extrait de l'acte de décès;

2° un extrait de l'acte de mariage précisant la date de naissance des conjoints;

3° un certificat de bonne conduite, vie et moeurs.

Art. 5. Si le conjoint survivant est âgé de moins de 45 ans et désire invoquer une incapacité de 66 p.c. au moins, il doit, outre les documents mentionnés à l'article 4, produire les documents suivants :

1° la décision de caractère définitif lui permettant de justifier la reconnaissance d'une incapacité de 66 p.c. au moins en vertu d'une législation belge;

2° à défaut de la décision visée au 1° ci-dessus, une demande appuyée par un certificat médical délivré par son médecin traitant, sous pli confidentiel, destiné au Service médical désigné par la R.T.B.F. en application de l'article 4 de l'arrêté royal du 12 janvier 1970 relatif à la réparation en faveur des membres des organismes d'intérêt public, du dommage résultant des accidents du travail ou des accidents survenus sur le chemin du travail.

Art. 6. La décision du Service médical visé à l'article 5, 2° fixe la durée de l'incapacité et la date à laquelle celle-ci a débuté. Elle est notifiée au conjoint survivant et à la R.T.B.F. dans le mois suivant la date à laquelle elle a été prise.

Art. 7. Si le conjoint survivant est âgé de moins de 45 ans et a une ou plusieurs personnes à charge, il doit, outre les documents mentionnés à l'article 4, produire un document émanant de l'Administration communale permettant d'établir l'identité de ces personnes, leur date de naissance, le lien de parenté et la cohabitation ainsi qu'un document émanant de l'Administration communale permettant d'établir l'identité de ces personnes, leur date de naissance, le lien de parenté et la cohabitation ainsi qu'un document émanant de l'Administration des Contributions permettant d'établir qu'elles n'ont pas bénéficié de revenus imposables supérieurs à ceux visés à l'article 1er; il joint à ces documents une déclaration signée par laquelle il s'engage à informer immédiatement la R.T.B.F. de toute modification ayant une incidence sur le nombre de personnes à charge au sens du chapitre Ier du présent arrêté.

Art. 8. Si le mariage n'a pas duré un an, le conjoint survivant doit, outre les documents mentionnés à l'article 4, produire les documents suivants :

— soit un extrait de l'acte de naissance d'un enfant né du mariage ou d'un enfant posthume né dans les trois cents jours du décès;

— soit une attestation émanant de l'organisme assurant le paiement des allocations familiales certifiant que le conjoint décédé percevait, au moment du décès, des allocations pour un enfant à charge du conjoint survivant conformément à l'article 1er moyennant production des documents prévus à l'article 5;

— soit tous documents établissant à suffisance de droit que le décès est dû à un accident postérieur à la date du mariage ou a été causé par une maladie professionnelle contractée dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice des fonctions, et dont l'origine ou l'aggravation est postérieure à la date du mariage.

Art. 9. A l'appui de sa demande, le conjoint divorcé doit produire, outre les documents repris à l'article 4 :

1° un extrait du registre de l'état civil portant la transcription du jugement autorisant le divorce;

2° un certificat de non-remariage délivré par l'Administration communale.

Art. 10. § 1er. A l'appui de sa demande, l'orphelin, le père, la mère ou le tuteur doit produire les documents suivants :

1° un extrait d'acte de naissance de l'orphelin précisant sa filiation ou à défaut, s'il s'agit d'un enfant reconnu, un extrait d'acte de reconnaissance ou s'il s'agit d'un enfant adopté ou ayant fait l'objet d'une adoption plénière, un acte d'adoption ou d'adoption plénière homologué par le Tribunal de Première Instance;

2° un extrait de l'acte de décès de la ou des personnes dont le décès ouvre un droit à la pension d'orphelin.

§ 2. Si l'orphelin est sous tutelle, le tuteur produira un extrait de l'acte de tutelle.

§ 3. Si l'orphelin a atteint l'âge de 18 ans, le droit ou le maintien de la pension est subordonné à la production d'une attestation certifiant qu'il donne droit au paiement d'allocations familiales, et émanant de l'organisme qui assure le paiement des allocations.

CHAPITRE III. — Dispositions finales

Art. 11. Le présent arrêté produit ses effets au 1er janvier 1986.

Art. 12. Le membre de l'Exécutif qui a la Radiodiffusion et la Télévision dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 novembre 1989.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre-Président,

V. FEAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N 90 — 541

27 NOVEMBER 1989. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de nadere regels voor de toepassing van sommige bepalingen van het decreet van 3 juli 1986 betreffende de overlevingspensioenen toegekend aan de rechthebbenden van de vast benoemde personeelsleden van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.) »

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 3 juli 1986 betreffende de overlevingspensioenen toegekend aan de rechthebbenden van de vast benoemde personeelsleden van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.) », inzonderheid op de artikelen 12 en 17;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 27 april 1989;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Gelet op de door de Executieve van de Franse Gemeenschap na de beraadslaging van 20 november 1989 genomen beslissing;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Bepaling van het begrip « persoon ten laste »

Artikel 1. Voor de toepassing van artikel 12, lid 2, van het decreet van 3 juli 1986 betreffende de overlevingspensioenen toegekend aan de rechthebbenden van de vast benoemde personeelsleden van de Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.) », worden beschouwd als ten laste van de overlevende echtgeno(o)t(e), op voorwaarde dat zij deel uitmaken van zijn (haar) gezin en dat zij gedurende de vorige twaalf maanden geen belastbare inkomsten hebben ontvangen die hoger zijn dan het bestaansminimum van een alleenstaande persoon bepaald bij de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum :

1° zijn (haar) bloedverwanten in de nederdalende lijn en die van zijn (haar) overleden echtgeno(o)t(e);

2° zijn (haar) bloedverwanten in de opgaande lijn en die van zijn (haar) overleden echtgeno(o)t(e);

3° zijn (haar) bloedverwanten in de zijlijn tot de tweede graad inbegrepen, en die van zijn (haar) overleden echtgeno(o)t(e).

Art. 2. Het bedrag van het bestaansminimum bedoeld bij artikel 1, is op zijn minst gelijk aan het bedrag van toepassing op 1 januari 1989, vermenigvuldigd met een coëfficiënt, gelijk aan de schommeling van de bezoldigingen van de ambtenaren van de R.T.B.F. vanaf die datum.

HOOFDSTUK II. — *Inlichtingen om de aanspraak op het overlevingspensioen te doen gelden*

Art. 3. Op elke aanvraag om een overlevingspensioen worden de volledige identiteit en het adres van de aanvrager vermeld alsook de volledige identiteit van de persoon wiens overlijden het recht op het pensioen opent en de laatste functie die hij bij de R.T.B.F. heeft uitgeoefend.

Art. 4. Ter staving van zijn aanvraag moet de overlevende echtgenoot de volgende documenten overleggen :

- 1° een uittreksel uit de akte van overlijden;
- 2° een uittreksel uit de akte van huwelijk, waarin de geboortedatum van de echtgenoten vermeld is;
- 3° een getuigschrift van goed zedelijk gedrag.

Art. 5. Indien de overlevende echtgenoot nog geen 45 jaar oud is en hij een ongeschiktheid van ten minste 66 pct. wenst in te roepen, moet hij, naast de in artikel 4 vermelde documenten, de volgende bescheiden overleggen :

1° de vaststaande beslissing die hem toelaat de erkenning van een ongeschiktheid van ten minste 66 pct. krachtens een Belgische wetgeving te doen gelden;

2° bij gebrek aan de in 1° hierboven bedoelde beslissing, een aanvraag gestaafd door een medisch getuigschrift dat door zijn behandelend geneesheer wordt afgegeven, onder vertrouwelijke omslag, bestemd voor de Geneeskundige Dienst die door de R.T.B.F. wordt aangeduid bij toepassing van artikel 4 van het koninklijk besluit van 12 juni 1970 betreffende de schadevergoeding, ten gunste van de personeelsleden der instellingen van openbaar nut, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk.

Art. 6. De beslissing van de in artikel 5, 2°, bedoelde Geneeskundige Dienst bepaalt de duur van de ongeschiktheid en de datum waarop zij begon te lopen. Zij wordt aan de overlevende echtgenoot en aan de R.T.B.F. medege-deeld binnen de maand die volgt op de datum waarop zij werd genomen.

Art. 7. Indien de overlevende echtgenoot jonger is dan 45 jaar en één of meer personen ten laste heeft, moet hij, naast de in artikel 4 vermelde documenten, een stuk overleggen, door het Gemeentebestuur opgemaakt, waardoor de identiteit, de geboortedatum, de verwantschap en de samenwoning van deze personen kunnen worden vastgesteld, alsook een stuk van de Administratie der Belastingen, waarmee kan vastgesteld worden dat zij geen belastbare inkomsten hebben ontvangen hoger dan die bedoeld in artikel 1; hij voegt bij deze documenten een ondertekende verklaring waarbij hij zich verbindt de R.T.B.F. onmiddellijk in te lichten over elke wijziging die een invloed heeft op het aantal personen ten laste in de zin van hoofdstuk I van dit besluit.

Art. 8. Indien het huwelijk geen jaar heeft geduurd, moet de overlevende echtgenoot, naast de in artikel 4 vermelde documenten, de volgende documenten overleggen :

— ofwel een uittreksel uit de akte van geboorte van een kind geboren uit het huwelijk, of van een nakind geboren binnen driehonderd dagen na het overlijden;

— ofwel een getuigschrift afgegeven door de instelling die de kinderbijslag uitbetaalt, waaruit blijkt dat de overleden echtgenoot, op het ogenblik van het overlijden, toelagen voor een kind ten laste van de overlevende echtgenoot ontving overeenkomstig artikel 1, mits overlegging van de bij artikel 5 bedoelde documenten;

— ofwel elk document dat rechtelijk voldoende bewijs levert dat het overlijden te wijten is aan een ongeval dat zich heeft voorgedaan na de datum van het huwelijk of dat werd veroorzaakt door een beroepsziekte, opgedaan tijdens de uitoefening of bij gelegenheid van de uitoefening van de functies en waarvan de oorsprong of de verergering zich na de datum van het huwelijk situeert.

Art. 9. Ter staving van zijn aanvraag, moet de gescheiden echtgenoot, naast de in artikel 4 vermelde documenten, de volgende bescheiden overleggen :

1° een uittreksel uit het register van de burgerlijke stand waarin het vonnis dat de echtscheiding toelaat, overgenomen is;

2° een getuigschrift van niet-hertrouwen, afgegeven door het Gemeentebestuur.

Art. 10. § 1. Ter staving van zijn/haar aanvraag, moet de wees, de vader, de moeder of de voogd de volgende bescheiden overleggen :

1° een uittreksel uit de akte van geboorte van de wees, waarin zijn afstamming bepaald is, of, bij gebreke, wanneer het om een erkend kind gaat, een uittreksel uit de akte van erkenning, of, wanneer het een geadopteerd kind of een ten volle geadopteerd kind betreft, een akte van adoptie of van volle adoptie, gehomologeerd door de Rechtbank van Eerste Aanleg;

2° een uittreksel uit de akte van overlijden van de perso(o)n(en) wiens (wier) overlijden een recht op het wezenpensioen opent.

§ 2. Indien de wees onder voogdij staat, moet de voogd een uittreksel uit de akte van voogdij overleggen.

§ 3. Indien de wees de leeftijd van 18 jaar heeft bereikt, wordt het recht op of het behoud van het pensioen onderworpen aan de overlegging van een getuigschrift waarbij wordt bevestigd dat hij recht heeft op kinderbijslag, en dat afgeleverd wordt door de instelling die de kinderbijslag uitbetaalt.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

Art. 11. Dit besluit heeft uiterwerking met ingang van 1 januari 1986.

Art. 12. Het lid van de Executieve tot wiens bevoegdheid de radio-omroep en de televisie behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 november 1989.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :
De Minister-Voorzitter,
V. FEAUX